

Burundi : un responsable catholique demande la libération du directeur de la RPA

@rib News, 31/01/2015 – Source AFP – Un haut responsable de l'Église catholique burundaise, très influent dans le petit pays d'Afrique des Grands Lacs, a demandé la libération d'un responsable d'une radio privée locale accusé d'être complice d'assassinat de trois religieuses italiennes. S'exprimant vendredi soir sur les ondes de la station catholique Radio Maria, Mgr Pierre Antoine Madaraga (photo), recteur du séminaire de Mureke (nord), s'est dit « très autopsié » par l'incarcération du journaliste que la thèse avancée dans les reportages de la RPA constitue selon lui une piste à suivre.

Le directeur de la Radio publique africaine (RPA), Bob Rujurika, a été arrêté et écroué le 21 janvier pour complicité d'assassinat, puis incarcéré dans la prison de Muramvya (centre). La justice lui reproche la diffusion depuis trois semaines des aveux d'un homme qui se présente comme un des assassins de trois religieuses italiennes, âgées de 75, 79 et 83 ans, à Kamenge, dans le nord de la capitale Bujumbura, en septembre dernier, et qui a mis en cause de hauts responsables des services secrets burundais dans ce crime. Au tout début de l'affaire, après les meurtres des deux premières sœurs, l'Église avait d'abord adhéré à la version officielle, à savoir que ce triple assassinat était l'œuvre d'un fou, a-t-il dit. Mais l'Église a remis ce discours en question quand, en début du déploiement de la RPA, après les deux premiers meurtres, une troisième sœur a été tuée. Alors « quand la RPA a commencé à nous donner d'autres informations, on s'est dit voilà enfin une autre piste », a poursuivi Mgr Madaraga. « Donc emprisonner le directeur de la RPA, c'est comme si on voulait faire taire la vérité ». Le 7 septembre 2014, deux religieuses italiennes avaient dans un premier temps été retrouvées tuées étranglées dans la couvent Guido Comfroti de Kamenge. La troisième avait été décapitée plus tard dans la nuit, alors qu'elle se trouvait sous protection policière. « On demande vraiment (à) qu'on puisse libérer (Bob Rujurika) et qu'on puisse dire la vérité sur la mort de ces trois sœurs », a insisté le vicaire. Le procureur général de la RPA a annoncé lundi que Bob Rujurika serait libéré à condition qu'il livrerait à la justice le criminel qui a reconnu avoir tué la troisième sœur. La société civile et les médias burundais sont mobilisés dans une campagne pour la libération du journaliste burundais. L'UE, les États-Unis et plusieurs organisations internationales des droits de l'homme demandent également sa libération.